

**ENTENTE DE GESTION concernant la réfection, l'amélioration ou la reconstruction  
des traverses de cours d'eau du domaine de l'État dans la région  
du Bas-Saint-Laurent**

**dans le cadre de l'Entente Canada-Québec**

---

**ENTRE**

**LE MINISTRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par M. Richard Savard, sous-ministre dûment autorisé en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune* (RLRQ, chapitre M-25.2), dont les bureaux sont situés au 5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, Québec (Québec) G1H 6R1.

Partie de première part : ci-après désignée le « MFFP ».

**ET**

**REXFORET**, représenté par Jean L'Heureux, directeur régional dont les bureaux sont situés au 190, rue Armand-Lelièvre, local 114, 2<sup>e</sup> étage, New-Richmond (Québec) G0C 2B0 et M. Jacques Bélanger, directeur principal aux opérations, dont les bureaux sont situés au 1195, Avenue Lavigerie, suite 420, Québec (Québec) G1V 4N3.

Partie de seconde part : ci-après désignée le « Déléгатaire ».

**PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 17.22 de la *Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune* (RLRQ, chapitre M-25.2), le ministre peut déléguer, par entente, à Rexforêt, une partie de la gestion des territoires du domaine de l'État, et que la gestion déléguée concerne notamment la planification des interventions, leur réalisation, leur suivi ou leur contrôle.

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 57 de la *Loi sur les terres du domaine de l'État* (RLRQ, chapitre T-8.1), tout chemin construit sur le domaine de l'État en fait partie.

ATTENDU QUE, en vertu notamment de l'article 41 de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier* (RLRQ, chapitre A-18.1), le MFFP est responsable de la gestion des chemins en milieu forestier, autres que les chemins miniers, construits ou utilisés à des fins multiples, notamment en vue de permettre l'accès au territoire forestier et à ses ressources.

ATTENDU QUE l'*Entente Canada-Québec - Initiative pour la restauration de traverses de cours d'eau sur les chemins à vocation faunique et multiresources* (l'Entente Canada-Québec) a été approuvée par le décret numéro 260-2015 du 25 mars 2015.

ATTENDU QUE l'Entente Canada-Québec vise à permettre de stabiliser ou de renforcer l'activité économique des collectivités admissibles par la restauration de traverses de cours d'eau sur les chemins à vocation faunique et multiresources.

ATTENDU QUE, les projets proposés par le Déléгатaire ont été acceptés par les autorités québécoises et fédérales dans le cadre de l'Entente Canada-Québec.

ATTENDU QUE ces projets consistent à améliorer trois ponceaux dans le secteur du ruisseau Dazay dans l'unité d'aménagement 012-54.

ATTENDU QUE le MFFP souhaite confier au Déléгатaire la gestion de l'amélioration de trois ponceaux dans le secteur du ruisseau Dazay dans l'unité d'aménagement 012-54 situé dans la région du Bas-Saint-Laurent.

ATTENDU QUE la présente entente représente une mesure visant à rétablir l'accès sécuritaire au territoire.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

## **1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 Interprétation**

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.

Le préambule et les annexes mentionnés à la présente entente font partie intégrante de cette entente. Le Délégataire reconnaît avoir reçu une copie de l'entente, l'avoir lue et consent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire à la suite d'une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

### **1.2 Droit applicable et tribunaux compétents**

La présente entente est régie par les lois du Québec et toute référence à une loi du Québec est également une référence aux règlements adoptés en vertu de celle-ci.

En cas de litige, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents. Advenant un différend, les parties s'engagent toutefois, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers selon les modalités à convenir pour les assister dans ce règlement.

### **1.3 Définitions**

Pour les fins de la présente entente, les expressions et les termes suivants signifient :

#### **Entrepreneur**

Tout entrepreneur qui réalise des travaux de réfection, d'amélioration ou de reconstruction de traverses de cours d'eau du domaine de l'État dans le cadre de la présente entente.

#### **Projet**

Travaux de réfection, d'amélioration ou de reconstruction de traverses de cours d'eau du domaine de l'État, incluant les ponts et les ponceaux. Ces travaux sont identifiés à l'Annexe 1 des présentes et comprennent des travaux de réfection, d'amélioration ou de reconstruction de ponts stratégiques, ponts multiresources ou ponceaux.

#### **Travaux admissibles**

Activités mises en œuvre et réalisées par un délégataire admissible, soit :

- a) La restauration de ponts stratégiques sur des chemins à vocation faunique et multiresources.
- b) La restauration de ponts multiresources sur des chemins à vocation faunique et multiresources.
- c) La restauration de ponceaux sur des chemins à vocation faunique et multiresources.

### **1.4 Pas de contrat de mandataire ou de société**

Il est entendu qu'aucune disposition de l'entente ni aucune mesure prise par les parties n'établissent, ni ne sont censées établir, de quelque façon ou à quelque fin que ce soit, un contrat de partenariat, de coentreprise, d'entente mandat-mandataire ou de relations employeur-employé entre le MFFP et le Délégataire ou un tiers.



### 1.5 Aucun pouvoir de représentation

La présente entente n'a pas pour effet d'autoriser une partie à conclure un contrat ou à assumer des obligations pour le compte de l'autre partie ou à agir comme mandataire de l'autre partie. L'entente n'a pas pour effet non plus d'autoriser le Délégataire ou un tiers à conclure un contrat ou à assumer des obligations pour le compte de l'une ou l'autre des parties ou à agir comme mandataire de l'une ou l'autre des parties.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

Dans le cadre de la présente entente, le MFFP confie au Délégataire la gestion de la réfection, de l'amélioration ou de la reconstruction des traverses de cours d'eau du domaine de l'État situées dans la région du Bas-Saint-Laurent. Ces traverses de cours d'eau sont identifiées à l'Annexe 1 des présentes.

## **3. ENGAGEMENT DU MFFP**

En contrepartie des activités de gestion menées par le Délégataire dans le cadre de la présente entente, le MFFP s'engage à lui verser un montant pouvant représenter jusqu'à 100 % des coûts admissibles. Les coûts admissibles au remboursement sont :

- Pour les ponts : jusqu'à 80 % des coûts engendrés par les matériaux (livraison incluse) et l'installation, jusqu'à un maximum de 12 000 \$ le mètre linéaire (longueur de poutre).
- Pour les ponceaux en arche : 80 % des coûts engendrés par les matériaux et l'installation.
- Pour les autres types de ponceaux : 100 % des coûts d'achat des matériaux (tuyau, collet, géotextile) et de livraison.
- Les frais professionnels : 100 % des coûts engendrés (jusqu'à un maximum de 10 % des coûts remboursables) par le calcul du débit pour le dimensionnement de la structure selon les normes du règlement en vigueur (RNI ou RADF), la préparation des plans et devis, des avis d'affichage, des plans finaux et autres documents. Également, les frais engagés pour la supervision des travaux et la vérification de la conformité des travaux au règlement en vigueur (RNI et RADF) et à la Norme relative aux ponts sur les terres du domaine de l'État.

Dans le cas où la réalisation des projets s'échelonne sur deux exercices financiers (2015-2016 et 2016-2017), des montants peuvent être versés au Délégataire avant l'approbation par le MFFP du rapport final d'activités de l'Annexe 1. Toutefois, le montant final sera versé au Délégataire à la suite de l'approbation par le MFFP du rapport final d'activités de l'Annexe 1 conformément à l'article 4.11 des présentes.

## **4. ENGAGEMENTS DU DÉLÉGATAIRE**

Le Délégataire s'engage à :

- 4.1 Tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des paiements imputables à la gestion et à la mise en œuvre de la présente entente. Au terme de l'entente, les sommes résiduelles incluant les revenus d'intérêt devront être retournées au MFFP dans les 30 jours de la date de fin de l'entente prévue à l'article 13 des présentes.
- 4.2 Vérifier si les travaux à effectuer dans le cadre de la présente entente se situent, en tout ou en partie, sur des territoires ou des sites devant faire l'objet de mesures de protection particulières, tel que, sans limiter la généralité de ce qui précède, des écosystèmes forestiers exceptionnels, des habitats d'espèces menacées ou vulnérables ou des sites d'intérêt pour les autochtones. En présence d'éléments particuliers à conserver, le Délégataire exigera de l'Entrepreneur qu'il s'engage à respecter les mesures de protection applicables.



- 4.3 Réaliser le contrôle administratif des paiements ainsi que la conciliation financière des Projets.
- 4.4 S'assurer que les travaux effectués respectent le Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État (RLRQ, chapitre A-18.1, r.7) et la Norme relative aux ponts sur les terres du domaine de l'État.
- 4.5 Intégrer les dispositions identifiées à l'Annexe 2 des présentes dans ses contrats avec les Entrepreneurs.
- 4.6 S'assurer que chaque Entrepreneur produise un rapport de réalisation des travaux conforme à l'Annexe 3 des présentes et prévoyant une description détaillée des Projets et des activités réalisées par l'Entrepreneur.

En ce qui concerne la reconstruction, l'amélioration ou la réfection de ponts, le Délégitaire s'engage également, le cas échéant, à s'assurer que tout Entrepreneur responsable des travaux lui remette le plan et les devis finaux du pont signés et scellés par un ingénieur ou un ingénieur forestier, et l'avis d'évaluation et d'affichage de la capacité portante du pont signé par un ingénieur et conforme à l'Annexe 4 des présentes.

- 4.7 S'assurer qu'aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat du Canada ou de l'Assemblée nationale du Québec ne prenne part, en tout ou en partie, à un quelconque contrat découlant de la présente entente ou n'en tire un quelconque avantage.
- 4.8 S'assurer qu'aucune personne visée par le *Code de valeurs et d'éthique du secteur public (Canada)*, la *Loi sur les conflits d'intérêts* (L.C. 2006, ch. 9, art. 2), le *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat (Canada)* ou le *Règlement sur l'éthique et la discipline dans la fonction publique* (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r. 3) ne tire un avantage direct ou indirect de l'entente, à moins de se conformer aux lois, règlements et codes applicables.
- 4.9 S'assurer, et à demander aux Entrepreneurs de s'assurer, que toute personne qui exerce ou a exercé des représentations en vue d'obtenir les contributions prévues à l'entente, ou un avantage en résultant, est dûment enregistrée en conformité avec les lois en vigueur, notamment la *Loi sur le lobbying* (L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.)) et la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), le cas échéant. De plus, le Délégitaire s'engage à ce qu'aucune rémunération ou aucun avantage basé sur un pourcentage de la contribution du Québec ne soit versé ou octroyé à un lobbyiste au sens de la *Loi sur le lobbying*.
- 4.10 Terminer, et à exiger des Entrepreneurs qu'ils terminent, les Projets au plus tard le 28 février 2017 à défaut de quoi des recours pourront être entrepris par le MFFP.
- 4.11 Déposer au représentant du MFFP nommé à l'article 12 des présentes, avant le 28 février 2017, un rapport final d'activités conforme à l'Annexe 1 des présentes. Ce rapport décrit notamment les activités ayant eu lieu dans le cadre de la présente entente.

En ce qui concerne la reconstruction, l'amélioration ou la réfection de ponts, le Délégitaire s'engage également, le cas échéant, à remettre au MFFP les plans et devis finaux ainsi que les avis de capacité portante qui lui ont été remis conformément à l'article 4.7 des présentes.

- 4.12 Informer le MFFP de tout montant offert par un tiers ou reçu d'un tiers pour réduire les coûts admissibles d'un Projet. Ce montant pourra être déduit de la contribution du MFFP à ce Projet, à moins d'avoir été versé après le versement de la contribution du MFFP, auquel cas le MFFP pourra exiger du Délégitaire un remboursement d'un montant équivalent.

Le Délégitaire s'engage également à informer le MFFP de toute autre aide financière, toute indemnité ou tout dédommagement offert par un tiers ou reçu d'un tiers pour toute partie admissible d'un Projet à la suite d'un jugement du tribunal, d'une transaction ou d'une négociation. Le montant de cette aide financière, cette indemnité ou ce



dédommagement pourra être déduit de la contribution du MFFP à ce Projet, à moins d'avoir été versé après le versement de la contribution du MFFP, auquel cas le MFFP pourra exiger du Délégataire un remboursement d'un montant équivalent.

- 4.13 Tenir, et à exiger des Entrepreneurs qu'ils tiennent, les dossiers, comptes et registres relatifs à la présente entente appropriés et exacts. Le Délégataire s'engage également à ce que ces dossiers, comptes et registres soient conservés au cours d'une période de sept (7) ans suivant la date de la réception par le MFFP du rapport final d'activités remis par le Délégataire. Les pièces justificatives devront également être conservées durant cette même période de sept (7) ans.
- 4.14 Tenir, et à exiger des tierces parties qui lui sont liées par contrat qu'elles tiennent, le MFFP et ses employés et mandataires quittes et indemnes de toutes les réclamations, les exigences, les pertes, les dommages et les coûts de toute sorte ayant comme fondement une blessure infligée à une personne ou le décès de celle-ci ou des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuables à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement :
- i) De l'entente.
  - ii) De l'exécution de l'entente ou de tout contrat en découlant ou d'une violation d'une de leurs dispositions ou conditions par une tierce partie ou ses dirigeants, employés ou mandataires.
  - iii) De l'exploitation, de l'entretien ou des réparations d'un Projet.
  - iv) De toute omission, de tout acte de négligence ou de tout manquement au devoir de la part d'un dirigeant, d'un employé ou d'un mandataire de la tierce partie.
- 4.15 À assumer, ou à exiger des Entrepreneurs qu'ils assument avec lui, l'entière responsabilité de tout Projet ainsi que de l'exploitation, de l'entretien et des réparations des infrastructures en découlant.
- 4.16 À fournir au MFFP, ou à demander à tout Entrepreneur de fournir au MFFP, sur demande et en tout temps, toutes les informations demandées à l'Annexe 3 des présentes.

Si le Délégataire ne termine pas la réalisation des travaux identifiés à l'Annexe 1 des présentes avant le 28 février 2017 et qu'il a bénéficié de remboursement lors de l'exercice financier 2015-2016, il devra rembourser au MFFP, avant le 31 mars 2017, toutes les sommes reçues.

## **5. SÉLECTION DES PROJETS**

- 5.1 Les Projets visés par la présente entente sont définis à l'article 1.3 ci-haut.
- 5.2 Les travaux usuels d'entretien et les coûts identifiés à l'Annexe 5 des présentes ne sont pas non plus admissibles à la présente entente.

## **6. POUVOIRS DU MFFP**

- 6.1 Le MFFP peut, en tout temps, requérir du Délégataire ou des Entrepreneurs les originaux des pièces justificatives ou des contrats signés par le Délégataire ainsi que les rapports de réalisation des travaux des Entrepreneurs prévus à l'article 4.7 de la présente entente.
- 6.2 Le MFFP se réserve le droit de réclamer au Délégataire toute somme utilisée ou versée en contravention à la présente entente.

## **7. VÉRIFICATION**

Les demandes de paiement découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le MFFP ou le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus à la Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ., chapitre C-37), dont celui de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

## **8. CONFIDENTIALITÉ**

Le Délégué s'engage à ne révéler ni faire connaître, sans y être dûment autorisé par le MFFP, toute information à caractère confidentiel telle que contrat privé, plan d'affaires privé ou secret industriel dont le Délégué aurait eu connaissance dans l'exécution de la présente entente.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties. La présente entente prendra fin à la date d'acceptation par le MFFP du rapport final d'activités qui doit être remis au MFFP par le Délégué avant le 28 février 2017 conformément à l'article 4.12 des présentes.

## **10. RÉSILIATION**

10.1 Le MFFP peut résilier la présente entente lorsqu'il constate que le Délégué ne respecte pas ses engagements et ses obligations en vertu de la présente entente.

Pour ce faire, il adresse un avis écrit de résiliation au Délégué énonçant le motif de résiliation. Le Délégué devra remédier au défaut énoncé dans l'avis, selon le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi l'entente sera automatiquement résiliée à l'expiration de ce délai.

Le Délégué est responsable de tous les dommages subis par le MFFP du fait de la résiliation de l'entente.

10.2 Le MFFP et le Délégué peuvent résilier la présente entente en tout temps d'un commun accord. Le MFFP peut également résilier la présente entente en tout temps de façon unilatérale s'il estime que les budgets votés par l'Assemblée nationale ne lui offrent pas les disponibilités budgétaires nécessaires en donnant un préavis de 30 jours à cet effet au Délégué. La résiliation prend effet à l'expiration de ce délai.

## **11. MODIFICATION ET CESSION DE L'ENTENTE**

Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une entente signée par les deux parties, laquelle sera réputée faire partie de la présente entente.

Le Délégué ne peut transférer ou céder ses droits ou ses obligations en vertu de la présente entente sans le consentement écrit préalable du MFFP.



## 12. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications par écrit, entre elles, seront acheminées aux personnes suivantes, ou à leur remplaçant s'il y a lieu :

### **Rexforêt**

Denis Tardif  
418 756-3108 poste 201  
[denis.tardif@rexforet.com](mailto:denis.tardif@rexforet.com)

Ou

Adrien Morin  
418 863-6071  
[a.morin@rexforet.com](mailto:a.morin@rexforet.com)

### **MFFP**

David Soucy, ing. f.  
418 629-3068 poste 222  
[david.soucy@mffp.gouv.qc.ca](mailto:david.soucy@mffp.gouv.qc.ca)

Ou

Greg St-Hilaire, ing. f.  
418 727-3710 poste 450  
[greg.st-hilaire@mffp.gouv.qc.ca](mailto:greg.st-hilaire@mffp.gouv.qc.ca)

## 13. CLAUSE FINALE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001).

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en double exemplaire :

**LE MINISTRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS**

Original signé


 (signature)  
Richard Savard  
Sous-ministre

QUÉBEC  
Signé à


2016 03 14  
Date

**REXFORÊT**

Original signé

 (signature)  
Jean L'Heureux  
Directeur régional

Rivière du Loup  
Signé à

 (signature)  
Jacques Bélanger  
Directeur général aux opérations

2016.03-08  
Date



Travaux pour la restauration des traverses de cours d'eau  
Suivi des projets régionaux

Région : Bas-Saint-Laurent  
Personne à contacter: Greg St-Hilaire

Numéro de projet	Nom du projet	Délégataire	Région	OQ	Catégorie de projet	Type de travaux	Cobénéficiaire	Numéro dossier (DA/OP)	Localisation du projet		Description du projet	Nombre de poteaux	Diamètre des poteaux (mm)	Capacité portante (kN/m²)	Longueur de la structure (mètres)	Coûts directs réels des travaux réalisés entre le 1er avril 2015 et le 31 mars 2016			Coûts directs total du projet - matériaux, MO et frais prof. (réel)	Contribution financière du délégataire	Date du début des travaux	Date de fin des travaux	Commentaires
									Latitude	Longitude						Matériaux	Main-d'œuvre et machinerie	Services professionnels					
15_01_012_041	Ruisseau Daucy 1	Restoret	Bas-Saint-Laurent	012	Autres pontons	Amélioration	La Malerie		48° 45' 10"	66° 57' 30"	Remplacement ponton en bois non conforme	1	1800			6 098,60 \$	5 050,00 \$	1 000,00 \$	12 148,60 \$				
15_01_012_042	Ruisseau Daucy 2	Restoret	Bas-Saint-Laurent	012	Autres pontons	Amélioration	La Malerie		48° 45' 10"	66° 57' 30"	Remplacement ponton en bois non conforme	1	1800			6 098,60 \$	5 050,00 \$	1 000,00 \$	12 148,60 \$				
15_01_012_043	Ruisseau Inconnu	Restoret	Bas-Saint-Laurent	012	Autres pontons	Amélioration	La Malerie		48° 45' 10"	66° 57' 30"	Remplacement ponton en bois non conforme	1	600			1 773,00 \$	3 750,00 \$	1 000,00 \$	6 523,00 \$				

Original signé

Jean L'Heureux  
Dir régional

Original signé

Jacques Bélanger  
Dir principal aux opérations

## Annexe 2

### Contenu du contrat avec les Entrepreneurs

Le contrat devra notamment prévoir :

- l'identification du Déléataire à titre informatif;
- l'identification de l'Entrepreneur;
- une description détaillée du Projet et des activités prévues;
- la localisation géographique du Projet;
- le coût total du Projet et le montant prévu pour la réalisation du Projet;
- les modalités de paiement;
- l'obligation pour l'Entrepreneur d'obtenir, au préalable, toutes les autorisations et les permis requis pour réaliser le Projet;
- le dépôt par l'Entrepreneur d'un rapport de réalisation des travaux, conformément aux dispositions de l'article 4.7 de la présente entente;
- une description détaillée des mécanismes de vérification opérationnelle et financière des Projets;
- l'obligation pour l'Entrepreneur de conserver les originaux des pièces justificatives;
- l'obligation pour l'Entrepreneur de tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des factures;
- que le contrat est régi par le droit applicable au Québec;
- que les Entrepreneurs s'engagent à employer, aux fins des activités financées dans le cadre de la présente entente, des travailleurs ayant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent, ou, à défaut, d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du MFFP;
- que les Entrepreneurs s'engagent à fournir la déclaration concernant la main d'œuvre embauchée pour l'exécution des travaux de restauration de traverses de cours d'eau inscrits à l'entente conclue entre le Canada et le Québec prévue à l'Annexe 6 des présentes;
- que les représentants désignés par le MFFP peuvent examiner, en tout temps convenable et comme ils le jugent utile, les lieux des travaux, les contrats ainsi que les dossiers, comptes et registres tenus par le Déléataire ou un Entrepreneur relativement à cette entente, pour recueillir des données requises aux termes de l'entente ou pour mener des vérifications;
- que le Déléataire et les Entrepreneurs consentent à ce que le MFFP rende publiques les informations suivantes en lien avec les Projets :
  - i) la nature et le montant du Projet ainsi que le montant accordé par le MFFP;
  - ii) le nom du Déléataire et ses coordonnées;
  - iii) le nom des actionnaires et dirigeants, le cas échéant;



- que le Délégataire et les Entrepreneurs terminent les Projets au plus tard le 28 février 2017 à défaut de quoi des recours pourront être entrepris par le MFFP;
- que les dossiers, comptes et registres appropriés et exacts sont tenus par le Délégataire et les Entrepreneurs relativement à cette entente, et sont conservés au cours d'une période de six (6) ans suivant la date de la réception par le MFFP du rapport final d'activités relative à cette entente. Les pièces justificatives devant également être conservées durant cette même période de six (6) ans;
- que le Délégataire et les Entrepreneurs assument l'entière responsabilité de leur Projet et de l'exploitation, de l'entretien et des réparations des infrastructures en découlant;
- que le Délégataire et les Entrepreneurs fournissent au MFFP, sur demande et en tout temps, toutes les informations demandées à l'Annexe 3 des présentes;
- que le Délégataire et les tierces parties qui lui sont liées par contrat sont seuls responsables de leur Projet et tiennent le MFFP et ses employés et mandataires quittes et indemnes de toutes les réclamations, les exigences, les pertes, les dommages et les coûts de toute sorte ayant comme fondement une blessure infligée à une personne ou le décès de celle-ci ou des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuables à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement :
  - i) de l'entente;
  - ii) de l'exécution de l'entente ou de tout contrat en découlant ou d'une violation d'une de leurs dispositions ou conditions par une tierce partie ou ses dirigeants, employés ou mandataires;
  - iii) de l'exploitation, de l'entretien ou des réparations du Projet;
  - iv) de toute omission, de tout acte de négligence ou de tout manquement au devoir de la part d'un dirigeant, d'un employé ou d'un mandataire de la tierce partie.

## **Annexe 3**

### **Rapport de réalisation des travaux**



Numéro de projet

## SECTION 1 — Renseignements sur le délégataire

## 1- Délégataire

Nom du délégataire

Adresse du délégataire

Téléphone

Poste

Télécopieur

Courriel

## 2- Renseignements sur le représentant du délégataire

Représentant du délégataire

Titre ou fonction

Téléphone

Poste

Télécopieur

Cellulaire

Courriel

## SECTION 2 — Description des travaux

## 3- Identification et localisation

Numéro de l'unité de gestion du MFPF :

Numéro de la MRC :

Coordonnées géodésiques de la traverse de cours d'eau

Latitude : ° ' "

Longitude : ° ' "

Classe de chemin sur lequel se trouve la traverse

Choisir une classe

Numéro de dossier du pont (MFPF-DSOFP)

Numéro de dossier du pont (MFPF-région)

## 4- Type de travaux

Travaux réalisés : Choisir le type de travaux

Longueur du cours d'eau à la limite supérieure de la berge : m

Calcul du débit de conception (selon le règlement en vigueur) : m<sup>3</sup>/s

## 4-1 Ponceau (joindre des photos)

Type de structure : Choisir un type

Matériaux de structure : Choisir les matériaux

Autres (préciser) :

Autres (préciser) :

Structures en parallèle : oui ☐ non ☐

Diamètre ou portée de la structure : mm mm

Hauteur de l'arche : mm

## 4-2 Pont (joindre un rapport photographique)

Matériaux de structure : Choisir les matériaux

Longueur de la structure : m

Ouverture libre de la structure : m

Nombre de piles en rivière :

Dépassement vertical : m

Précisions sur les travaux réalisés :

5- Coût réel des travaux		
Coût total réel des travaux : <input type="text"/> \$ réparti comme suit :		
Coût des matériaux : <input type="text"/> \$	Coût d'installation : <input type="text"/> \$	Frais professionnels : <input type="text"/> \$
6- Réalisation des travaux		
Les travaux ont été réalisés par : <input type="text"/>		
SECTION 3 — Déclaration de réalisation		
<p>La réalisation des travaux a été effectuée sous ma supervision. Les travaux réalisés répondent aux exigences du financement et sont conformes au Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État et à la Norme relative aux ponts sur les terres du domaine de l'État.</p> <p>Nom de l'ingénieur ou de l'ingénieur forestier : <input type="text"/></p> <p>Signature _____ No de permis _____ Date _____</p>		



Annexe 4

Avis d'évaluation et d'affichage  
de capacité portante d'un  
pont



AVIS D'ÉVALUATION ET D'AFFICHAGE DE LA  
CAPACITÉ PORTANTE D'UN PONT

Demandeur : [ ]	N° d'inspection du pont : [ ]
Personne-ressource : [ ]	U. G. : [ ]
Cours d'eau : [ ]	Localisation :      Latitude : [ ]° [ ]' [ ]" N. Longitude : - [ ]° [ ]' [ ]" O.

☐ Nouveau pont                      ☐ Pas d'affichage                      ☐ Révision de la capacité portante

CAPACITÉ PORTANTE<sup>1</sup>


[ ]  
Consultant

[ ]  
Ingénieur responsable de l'évaluation (Inscrire le nom et le prénom en lettres moulées)


[ ]  
Date d'inspection d'évaluation (Année/Mois/Jour)

[ ]  
Date d'évaluation (Année/Mois/Jour)


MAXIMUM

 [ ] t

CL3

 [ ] t

CL2

 [ ] t

CF3E

Sceau et signature de  
l'ingénieur-évaluateur

Le demandeur, [ ], informe le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs que le pont précité fera l'objet d'un affichage de sa capacité portante et de la signalisation appropriée<sup>2</sup> à compter de la date suivante :

[ ] Date (Année/Mois/Jour)	[ ] Signature
-------------------------------	------------------

<sup>1</sup> Le calcul de la capacité portante doit se faire conformément à la Norme relative aux ponts sur les terres du domaine de l'État.  
<sup>2</sup> L'affichage doit se faire conformément au Guide de signalisation routière sur les terres du domaine de l'État.

## **Annexe 5**

### **Coûts non admissibles**

Les coûts suivants ne sont pas admissibles :

- a) construction de nouvelles traverses de cours d'eau;
- b) coûts d'acquisition de matériel mobile;
- c) services ou travaux qui sont généralement fournis par le Délégué;
- d) salaires et autres avantages sociaux des employés réguliers du Délégué ;
- e) salaires et autres avantages sociaux des personnes ne détenant ni la citoyenneté canadienne, ni le statut de résident permanent;
- f) frais généraux du Délégué, frais de fonctionnement ou administratifs directs ou indirects et, plus précisément, les coûts associés à la planification, à l'ingénierie, à l'architecture, à la supervision, à la gestion et aux autres activités exercées normalement par le personnel du Délégué à l'exception des coûts liés directement aux Projets prévus à la présente entente;
- g) coûts des études de faisabilité et de planification;
- h) taxes, comme la TPS, pour lesquelles le Délégué est admissible à un remboursement ou tous les autres coûts admissibles à un remboursement;
- i) coûts d'un terrain ou de tout intérêt dans un terrain et les frais connexes;
- j) coût de location de matériel par le Délégué;
- k) frais juridiques;
- l) coûts en lien avec des activités qui auraient pour effet de réduire les obligations d'un tiers déjà contenues dans le cadre d'une entente valide et exécutoire;
- m) les travaux d'entretien.



## Annexe 6

# Déclaration concernant la main d'œuvre embauchée pour l'exécution de travaux de restauration de traverses de cours d'eau inscrits à l'entente conclue entre le Canada et le Québec

Forêts, Faune  
et Parcs

Québec

Déclaration concernant la main-d'œuvre embauchée pour l'exécution de travaux de restauration de traverses de cours d'eau inscrits à l'entente conclue entre le Canada et le Québec

### Généralités

L'entente conclue entre le Canada et le Québec a pour objectif de permettre aux collectivités admissibles de stabiliser ou de renforcer leur économie en effectuant des travaux de restauration de traverses de cours d'eau sur des chemins à vocation faunique et multiresource. L'atteinte de cet objectif est possible grâce à l'exécution de travaux par les citoyens canadiens<sup>1</sup> et les résidents permanents<sup>2</sup> des collectivités visées par cette entente. En vertu de celle-ci, le Québec s'engage à recueillir des données sur la main-d'œuvre embauchée pour effectuer les travaux afin d'être conforme aux termes de l'entente.

Informations à fournir par l'entreprise contractante

1. L'exécution des travaux de restauration de traverses de cours d'eau qui ont été confiés à l'entreprise aurait été compromise sans l'embauche de travailleurs étrangers. (cochez la réponse)

☐ Oui (remplissez le point 2)

☐ Ne s'applique pas : aucun travailleur étranger n'a participé aux travaux (signez le formulaire)

2. L'exécution des travaux de restauration de traverses de cours d'eau a nécessité l'embauche de \_\_\_\_\_ (nombre) travailleurs étrangers.

- 2.1. Les coûts associés au travail effectué par les travailleurs étrangers pour la période inscrite sur la présente facture s'élèvent à \_\_\_\_\_ \$. (montant)

### Attestation de l'entreprise contractante

J'atteste que les renseignements fournis au moyen de ce formulaire sont conformes à la vérité. Je reconnais que l'exactitude et la conformité de ces renseignements peuvent être vérifiées conformément aux pratiques courantes du Québec.

Nom du représentant : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

### Attestation de conformité par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Nom du représentant : \_\_\_\_\_

Signature du représentant : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> Personne qui est canadienne de naissance ou qui a demandé et obtenu la citoyenneté canadienne.

<sup>2</sup> Une personne ayant légalement immigré au Canada, mais qui n'a pas encore obtenu sa citoyenneté canadienne.

Réservé au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)

Numéro de projet	
------------------	--

SECTION 1 — Renseignements sur le délégataire

1- Délégataire

Nom du délégataire

Rexforêt

Adresse du délégataire

190, rue Armand Lelièvre,Local 114,2 ième Étage, New Richmond, Qc, G0C 2B0

Téléphone	Poste	Télécopieur	Courriel
418-392-5076	23	418-392-5440	j.lheureux@rexforet.com

2- Renseignements sur le représentant du délégataire

Représentant du délégataire

Jean L'Heureux

Titre ou fonction

Directeur Régional

Téléphone	Poste	Télécopieur	Cellulaire	Courriel
418-392-5076	23	418-392-5440		

SECTION 2 — Description du projet

3- Identification et localisation (joindre une carte de localisation et des photos)

Numéro de l'unité de gestion du MFFP : re012

Numéro de la MRC : 080

Coordonnées géodésiques de la traverse de cours d'eau	Latitude : 48° 46' 18"	Longitude : 66° 57' 26"
Classe de chemin sur lequel se trouve la traverse	4	
Utilisateurs principaux du chemin	Pêcheurs,chasseurs,traitement sylvicole. etc.	
Numéro de dossier du pont (MFFP-DSOFF) ?	Ponceau Dauzay No 1 avec dispositif à castor	
Numéro de dossier du pont (MFFP-région) ?		

4- Type de travaux

Travaux proposés ? : Remplacement d'un pont par un ponceau

Largueur du cours d'eau à la limite supérieure de la berge ? : 2.0 m

Calcul du débit de conception (selon le règlement en vigueur) : 5,80 m³/s

4-1 Ponceau

A- Ouvrage actuel	B- Ouvrage projeté
Type de structure : choisir un type Autres (précisez) :	Type de structure : tuyau circulaire
Matériaux de structure : choisir les matériaux Autres (précisez) :	Matériaux de structure : acier
Structures en parallèle : oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/> Nombre de tuyaux : 1	Structures en parallèle : oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Direction de la coordination opérationnelle

8 mai 2015 – Page 1 de 2



Diamètre ou portée de la structure ? : mm	Diamètre ou portée de la structure ? : 1800 mm mm	
Hauteur de l'arche : mm		Hauteur de l'arche : mm
4-2 Pont		
A- Ouvrage actuel		B- Ouvrage projeté
Matériaux de structure : Choisir les matériaux		Matériaux de structure : Choisir les matériaux
Longueur de la structure ? : m		Longueur de la structure : m
Ouverture libre de la structure ? : m		Ouverture libre de la structure ? : m
Nombre de piles en rivière ? :		Nombre de piles en rivière :
Dégagement vertical ? : m		Dégagement vertical ? : m
5- Coût estimé des travaux		
Coût total estimé des travaux : 12 148.60\$ réparti comme suit :		
Coût des matériaux : 6098.60 \$	Coût d'installation : 5 050,00 \$	Frais professionnels : 1 000,00 \$
6- Réalisation des travaux		
Les travaux seront réalisés par : le délégataire		
SECTION 3 — Déclaration du délégataire		
Je certifie que les renseignements fournis dans le présent formulaire et dans les documents annexés sont exacts et complets.		
Signature du représentant du délégataire		Date
Commentaires ou documents joints en annexe :		

Réservé au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs — Permis d'intervention

Un permis d'intervention est délivré par le ministère des Forêts, de la Faune et de Parcs en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier.

N° de permis d'intervention : \_\_\_\_\_

Montant maximum autorisé : \_\_\_\_\_ \$

Nom du chef de l'unité de gestion : \_\_\_\_\_

Signature

Date

Commentaires ou documents joints en annexe : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



Réservé au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)

Numéro de projet

SECTION 1 — Renseignements sur le délégataire

1- Délégataire

Nom du délégataire

Rexforêt

Adresse du délégataire

190, rue Armand Lelièvre,Local 114,2 ième Étage, New Richmond, Qc, G0C 2B0

Téléphone

418-392-5076

Poste

23

Télécopieur

418-392-5440

Courriel

j.lheureux@rexforet.com

2- Renseignements sur le représentant du délégataire

Représentant du délégataire

Jean L'Heureux

Titre ou fonction

Directeur Régional

Téléphone

418-392-5076

Poste

23

Télécopieur

418-392-5440

Cellulaire

Courriel

SECTION 2 — Description du projet

3- Identification et localisation (joindre une carte de localisation et des photos)

Numéro de l'unité de gestion du MFFP : re012

Numéro de la MRC : 080

Coordonnées géodésiques de la traverse de cours d'eau

Latitude : 48° 46' 18"

Longitude : 66° 57' 24"

Classe de chemin sur lequel se trouve la traverse

4

Utilisateurs principaux du chemin

Pêcheurs,chasseurs,traitement sylvicole. etc.

Numéro de dossier du pont (MFFP-DSOFF) ?

Ponceau Dauzay NO 2 avec dispositif à castor

Numéro de dossier du pont (MFFP-région) ?

4- Type de travaux

Travaux proposés ? : Remplacement d'un pont par un ponceau

Largueur du cours d'eau à la limite supérieure de la berge ? : 2.0 m

Calcul du débit de conception (selon le règlement en vigueur) : 5,80 m³/s

4-1 Ponceau

A- Ouvrage actuel

Type de structure : choisir un type

Autres (précisez) :

Matériaux de structure : choisir les matériaux

Autres (précisez) :

Structures en parallèle : oui ☐ non ☒ Nombre de tuyaux : 1

B- Ouvrage projeté

Type de structure : tuyau circulaire

Matériaux de structure : acier

Structures en parallèle : oui ☐ non ☒

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Direction de la coordination opérationnelle

8 mai 2015 – Page 1 de 2

Proposition de projet

Diamètre ou portée de la structure ? : mm	Diamètre ou portée de la structure ? : 1800 mm mm
Hauteur de l'arche : mm	Hauteur de l'arche : mm

4-2 Pont

A- Ouvrage actuel	B- Ouvrage projeté
Matériaux de structure : Choisir les matériaux	Matériaux de structure : Choisir les matériaux
Longueur de la structure ? : m	Longueur de la structure : m
Ouverture libre de la structure ? : m	Ouverture libre de la structure ? : m
Nombre de piles en rivière ? :	Nombre de piles en rivière :
Dégagement vertical ? : m	Dégagement vertical ? : m

5- Coût estimé des travaux

Coût total estimé des travaux : 12 148.60\$ réparti comme suit :

Coût des matériaux : 6098.60 \$	Coût d'installation : 5050.00 \$	Frais professionnels : 1000,00 \$
---------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------

6- Réalisation des travaux

Les travaux seront réalisés par : un entrepreneur

SECTION 3 — Déclaration du délégataire

Je certifie que les renseignements fournis dans le présent formulaire et dans les documents annexés sont exacts et complets.

Signature du représentant du délégataire

Date

Commentaires ou documents joints en annexe :

Réservé au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs — Permis d'intervention

Un permis d'intervention est délivré par le ministère des Forêts, de la Faune et de Parcs en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier.

N° de permis d'intervention : \_\_\_\_\_

Montant maximum autorisé : \_\_\_\_\_ \$

Nom du chef de l'unité de gestion : \_\_\_\_\_

Signature

Date

Commentaires ou documents joints en annexe : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



Réservé au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)

Numéro de projet

SECTION 1 — Renseignements sur le délégataire

1- Délégataire

Nom du délégataire

Rexforêt

Adresse du délégataire

190, rue Armand Lelièvre, Local 114, 2<sup>ième</sup> Étage, New Richmond, Qc, G0C 2B0

Téléphone

418-392-5076

Poste

23

Télécopieur

418-392-5440

Courriel

j.lheureux@rexforet.com

2- Renseignements sur le représentant du délégataire

Représentant du délégataire

Jean L'Heureux

Titre ou fonction

Directeur Régional

Téléphone

418-392-  
5076

Poste

23

Télécopieur

418-392-5440

Cellulaire

Courriel

SECTION 2 — Description du projet

3- Identification et localisation (joindre une carte de localisation et des photos)

Numéro de l'unité de gestion du MFFP : re012

Numéro de la MRC : 080

Coordonnées géodésiques de la traverse de cours d'eau

Latitude : 48° 46' 11"

Longitude : 66° 57' 27"

Classe de chemin sur lequel se trouve la traverse

4

Utilisateurs principaux du chemin

Pêcheurs, chasseurs, traitement sylvicole. etc.

Numéro de dossier du pont (MFFP-DSOFF)

?

Ruisseau non identifié.

Numéro de dossier du pont (MFFP-région)

?

4- Type de travaux

Travaux proposés

?

: Remplacement d'un pont par un ponceau

Largeur du cours d'eau à la limite supérieure de la berge

?

: 0.0 m

Calcul du débit de conception (selon le règlement en vigueur) : 0,00 m<sup>3</sup>/s

4-1 Ponceau

A- Ouvrage actuel

Type de structure : choisir un type

Autres (précisez) :

Matériaux de structure : choisir les matériaux

Autres (précisez) :

Structures en parallèle : oui ☐

non ☒

Nombre de tuyaux :

B- Ouvrage projeté

Type de structure : tuyau circulaire

Matériaux de structure : plastique

Structures en parallèle : oui ☐

non ☒



Diamètre ou portée de la structure ? : mm		Diamètre ou portée de la structure ? : 600 mm mm	
Hauteur de l'arche : mm		Hauteur de l'arche : mm	
4-2 Pont			
A- Ouvrage actuel		B- Ouvrage projeté	
Matériaux de structure : Choisir les matériaux		Matériaux de structure : Choisir les matériaux	
Longueur de la structure ? : m		Longueur de la structure : m	
Ouverture libre de la structure ? : m		Ouverture libre de la structure ? : m	
Nombre de piles en rivière ? :		Nombre de piles en rivière :	
Dégagement vertical ? : m		Dégagement vertical ? : m	
5- Coût estimé des travaux			
Coût total estimé des travaux : 6523.00\$ réparti comme suit :			
Coût des matériaux : 1 773,00 \$		Coût d'installation : 3750,00 \$	Frais professionnels : 1 000,00 \$
6- Réalisation des travaux			
Les travaux seront réalisés par : un entrepreneur			
SECTION 3 — Déclaration du délégataire			
Je certifie que les renseignements fournis dans le présent formulaire et dans les documents annexés sont exacts et complets.			
Signature du représentant du délégataire		Date	
Commentaires ou documents joints en annexe :			

Réservé au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs — Permis d'intervention

Un permis d'intervention est délivré par le ministère des Forêts, de la Faune et de Parcs en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier.

N° de permis d'intervention : \_\_\_\_\_

Montant maximum autorisé : \_\_\_\_\_ \$

Nom du chef de l'unité de gestion : \_\_\_\_\_

Signature	Date
-----------	------

Commentaires ou documents joints en annexe : \_\_\_\_\_